

Compte-rendu du CTL du 19 novembre 2020.

Selon M. Mariel « *La DRFIP 75 se doit d'être exemplaire* » !

Le 19 novembre 2020 s'est tenu en première convocation un comité technique local. Ce CTL avait comme ordre du jour : l'aménagement des horaires de fin d'année des Services de l'Enregistrement (SDE) ; les relocalisations d'activités ; les fusions de services des SIE, SIP et PCE .

Avant de passer aux points à l'ordre du jour, le président du CTL (DRFIP) a répondu aux déclarations liminaires des organisations syndicales en particulier sur la gestion de la crise sanitaire à la DRFIP 75 et la situation alarmante des collègues et en particulier de celles et ceux des SIE.

Pour **Solidaires Finances Publiques** , depuis le début du deuxième confinement, la DRFIP 75 semble totalement dépassée en particulier concernant la gestion du télétravail. En effet, alors que le gouvernement et notre Direction Générale font du télétravail une priorité, à la DRFIP 75, il y a à ce jour moins de télétravailleuses et de télétravailleurs qu'en mai 2020 alors que nous avons plus d'ordinateurs. **Face à nos critiques, la direction n'a qu'une seule défense : les contraintes matériels, les priorités décidées en haut lieu...** Et pendant ce temps, les cas de covid avérés et les cas de contact se multiplient.

Solidaires Finances Publiques a alerté la direction sur la dégradation des conditions de travail de toutes et tous nos collègues et en particulier de celles et ceux des SIE ! En effet, l'une des principales conséquences de la crise sanitaire est une surcharge de travail pour tous nos services. Comme par exemple, l'augmentation des déclarations de successions, l'augmentation des assurances-vie à débloquer, la gestion des FDS, le remboursement des contentieux, de la TVA, l'explosion des dépôts de plan de règlement, les contentieux TH, TF, IR Les agent.es des Finances Publiques sont au bord de l'explosion. Sans oublier les problèmes récurrents de connexion, de nos applicatifs... **Pour une administration qui se veut 2.0 c'est un comble !** Face à nos alertes, la direction nous a dit qu'elle en était consciente. Pour les SIE, la direction a mis en place un soutien avec les vérificateurs et vérificatrices. Mais ces dernière.s devront aussi terminer leurs affaires . Pour les autres...



Pour **Solidaires Finances Publiques**, la situation actuelle des agent.es est le résultat des suppressions massives d'emplois depuis une décennie. Face à une crise sanitaire et économique de grande ampleur où nos missions sont d'importance, nous faisons face difficilement, quoiqu'il en coûte.

Aménagements horaires de fin d'année pour les SDE

Depuis 2 ans désormais, la seule solution que la direction a trouvée pour réduire les comptes d'imputation provisoire (CIP) c'est la fermeture au public tous les après-midi en décembre et la fermeture totale la dernière semaine de décembre. Solidaires Finances Publiques a encore alerté la direction sur la surcharge de travail des collègues des SDE, qui pour certain.es sont en véritable souffrance. Au vu de leurs conditions de travail et de leur surcharge de travail, la majorité d'entre eux/elles considère la fermeture au public comme un ersatz de solution tout en sachant que cela n'est qu'illusoire et que cela ne répond en rien à leur fonction première : celle de rendre service au public ! La direction est consciente de la situation difficile des SDE en particulier de celui de Saint-Sulpice et réfléchit à des solutions. De plus, la direction confirme que toutes et tous les agent.es pourront, comme les autres services, prendre des congés pendant la période.

Solidaires Finances Publiques a voté contre la fermeture au public des SDE car désormais la conséquence de la politique de destruction massive de nos emplois est de fermer nos services au public.

Relocalisations d'activités

Ce point inscrit à l'ordre du jour de ce CTL a été une véritable surprise pour les élu.es de Solidaires Finances Publiques. Naïvement nous avons cru qu'après 1 an et demi d'attente, les agentes et les agents de Paris allaient enfin connaître le sort réservé à leurs missions et donc à leur avenir tant professionnel que personnel. Mais en lisant la fiche soumise au CTL, nos espoirs se sont effondrés. La direction nous a simplement proposé une fiche de propagande pour nous vendre la délocalisation de nos missions. Contrairement à ce que nous a dit la direction ce n'est ni un « point d'étape », ni une présentation de l'avancement du processus puisque nous n'en savons pas plus. Alors qu'il a été annoncé le 02 octobre, la fermeture du Centre de Gestion retraites sur Paris, à ce jour les collègues attendent toujours des réponses à leurs questions posées le 6 octobre. Le CTL avec cette fiche aurait dû donner des informations complémentaires et primordiales pour les agentes et les agents. Mais manifestement ce n'est pas une urgence pour la direction qui a de nouveau botté en touche.

Pour Solidaires Finances Publiques, en agissant ainsi la Direction insulte l'ensemble des collègues de Paris et plus spécifiquement les collègues du CGR. Sans oublier que sur ce point, aucun membre du pôle Gestion Publique n'était présent tant en présentiel qu'en audio ! Décidément cette direction fait peu de cas du devenir des agentes et des agents.

Fusion des SiP, SiE et PCE en janvier et septembre 2021

Les fusions de services soumises à ce CTL sont le résultat du Nouveau Réseau de proximité (NRP) pour Paris. Solidaires Finances Publiques est totalement opposé à ce NRP qui dans les faits détruira notre réseau de proximité. Mais force est de constater qu'à cette étape nous n'avons pas réussi à faire reculer la direction sur leur projet et que coûte que coûte ils avancent. C'est dans ce sens et en tant que représentantes et représentants des agent.es que nous avons fait remonter à la direction les questionnements, les problématiques, les inquiétudes des agent.es concerné.es par ces fusions que Solidaires Finances Publiques a rencontré pour préparer ce CTL.

Lors de ce point à l'ordre du jour nous avons dénoncé le fait que beaucoup de collègues n'avaient pas été consultés mais seulement informés ; qu'il y avait une crainte de surcharge de travail, d'une harmonisation des méthodes de travail à marche forcée et par le bas . Nous avons également dénoncé la densification d'agent.es dans certains immeubles qui était contraire à la situation sanitaire du moment ; de la rapidité des opérations de déménagements . Tout au long de ce point à l'ordre du jour, Solidaires Finances Publiques n'a eu de cesse de réaffirmer son opposition aux projets présentés et de demander à minima au vu de la crise sanitaire, le report des opérations. Mais une fois encore, la direction est restée inflexible. Pas de changement dans le calendrier, pas de report , circulez il n'y a rien à voir !

Solidaires Finances Publiques a voté contre toutes les fusions de services qui ne permettent que de cacher la misère des emplois par des arguties d'harmonisation de pratiques, d'optimisation de gestion et qui permettent avant tout de supprimer les postes vacants et les emplois et de préparer les futures délocalisations de nos missions !

Questions diverses :

1 :Listes d'Aptitude : Suite au refus du Chef de Pôle Pilotage Ressources, Solidaires Finances Publiques a réitéré sa demande d'avoir en toute transparence la liste des candidat.es ; les modalités de selection et la possibilité que les collègues soient reçus par la direction pour avoir des précisions sur leur dossier. A ce stade la réponse est négative !

2 : Hélios : Suite à la décision de la Direction Générale d'accorder une ASA exceptionnelle le 12 ou le 13 novembre pour les collègues utilisant Hélios, Solidaires Finances Publiques a demandé à la direction s'il y avait des collègues qui n'avaient pas pu prendre cette ASA pour nécessité de service. Selon la direction, il n'y en a pas.

3 : Problèmes économiques des particuliers : La crise économique actuelle ne touche pas seulement les entreprises mais aussi de très nombreux particuliers. Ces derniers peuvent rencontrer des difficultés à payer leurs impôts ou taxes. Solidaires Finances Publiques a demandé s'il y avait des directives pour les particuliers. La direction nous dit que non mais que selon elle il faut faire confiance au bon sens des comptables .

4 : Problèmes économiques des collègues : Un certain nombre de nos collègues peuvent être touchés par la crise économique liée à la crise sanitaire. Nous alertons la direction sur des situations pouvant être compliquées.

5 : ASA Garde d'enfants Suite à quelques erreurs de la part de la RH, cette dernière nous confirme bien que les ASA Garde d'enfants sont possibles .

FACE AU COVID-19

OÙ SONT

LES CRÉATIONS DE POSTES

**DANS LES SERVICES
PUBLICS**



Solidaires
Union
syndicale